



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de sûreté et de sécurité pour les sites de
la Caisse des Dépôts**

Numéro marché : 20255334

CCAP commun à tous les lots

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du marché..... | 4 |
| 1.1 – Objet du marché | 4 |
| 1.3 – Décomposition du marché | 4 |
| 1.4 – Type de marché | 4 |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires..... | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles | 5 |
| 3 – Durée du marché | 6 |
| 4 – Délais d'exécution..... | 6 |
| 4.1 – Délais de base..... | 6 |
| 4.2 - Prolongement des délais | 6 |
| 5 – Prix | 7 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 7 |
| 5.2 - Modalités de variation des prix..... | 7 |
| 5.3 – Clause de sauvegarde | 8 |
| 6 – Garanties Financières | 8 |
| 7 – Avance..... | 8 |
| 8 – Modalités de règlement des comptes..... | 9 |
| 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 9 |
| 8.2 - Présentation des demandes de paiements | 9 |
| 8.3 – Délai global de paiement..... | 11 |
| 8.4 – Paiement des sous-traitants | 11 |
| 9 – Conditions d'exécution des prestations..... | 12 |
| 9.1 – Obligations du titulaire..... | 12 |
| 9.2 – Obligations du pouvoir adjudicateur..... | 13 |
| 9.3 – Confidentialité..... | 13 |
| 9.4 – Obligation de conseil et de mise en garde..... | 14 |
| 9.5 – Force majeure..... | 14 |
| 9.6 – Recours par le titulaire à des tiers pour l'exécution | 15 |
| 9.7 – Travail dissimulé..... | 15 |
| 9.8 – Protection des données à caractère personnel | 15 |
| 9.9 – Conditions d'attribution des bons de commande | 16 |
| 9.10 – Clause environnementale | 17 |
| 9.11 – Conformité règlementaire | 18 |
| 10 – Constatation de l'exécution des prestations..... | 18 |
| 11 – Responsabilités..... | 18 |
| 12 – Pénalités | 19 |
| 12.1 – Conditions générales d'application des pénalités | 19 |
| 12.2 – Plafonnement des pénalités | 19 |
| 12.3 – Pénalités pour retard et non-respect des prescriptions du marché | 19 |
| 12.4 – Pénalité pour travail dissimulé..... | 22 |
| 13 – Assurances..... | 22 |
| 14 – Clause de réexamen | 23 |
| 15 – Clause de non-exclusivité | 23 |
| 16 – Résiliation du marché..... | 23 |
| 16.1 – Conditions de résiliation du marché..... | 23 |
| 16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire..... | 24 |
| 17 – Règlement des litiges et langues | 24 |
| 18 – Clauses complémentaires | 25 |
| 18.1 – Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT | 25 |

| | |
|---|----|
| 18.2 – Régularité administrative du titulaire..... | 25 |
| 18.3 – Changement de circonstances | 26 |
| 18.4 – Information du titulaire sur le dispositif de déontologie du pouvoir adjudicateur..... | 26 |
| 18.5 – Information du titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption | 26 |
| 19 – Dérogations au CCAG FCS | 26 |

1 - Dispositions générales du marché

1.1 – Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ont pour objet la fourniture de prestations de gardiennage et contrôle d'accès au profit des services de la Caisse des Dépôts (ci-après la CDC ou le « pouvoir adjudicateur »).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Il comporte une partie forfaitaire et une partie unitaire.

Le titulaire doit notamment accomplir ses prestations avec :

- La mise en œuvre de moyens humains et matériels suffisants pour respecter l'objectif de résultats défini pour le marché,
- Le souci de qualité du service rendu aux usagers,
- Le respect de la transmission des informations au pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : Région parisienne, Angers, Bordeaux (la liste détaillée des sites concernés est précisée au CCTP).

1.3 – Décomposition du marché

Les prestations sont réparties en 3 lots :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|-------------|
| Lot 1 | Paris |
| Lot 2 | Angers |
| Lot 3 | Bordeaux |

Dans le présent document, sauf stipulation contraire, le terme « accord-cadre » désigne chacun des lots mentionnés ci-dessus.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.4 – Type de marché

L'accord-cadre, conclu avec un seul opérateur économique par lot, est à **prix mixte avec un prix forfaitaire et des prix unitaires sans montant minimum et un montant maximum, fixé ci-dessous par lot** en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique (ci-après « l'accord-cadre »). Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre comporte les montants minimum et maximum fixés par lot ci-dessous pour la totalité de la durée du marché :

LOT 1 :

| Estimation en € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) |
|--|----------------------|--|
| 11 132 695,00 € | Sans | 16 500 000,00 € |

LOT 2 :

| Estimation en € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) |
|--|----------------------|--|
| 2 125 187,00 € | Sans | 2 900 000,00 € |

LOT 3 :

| Estimation en € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) | Montant minimum € HT | Montant maximum € HT (reconductions comprises + partie à bons de commande + prix forfaitaire) |
|--|----------------------|--|
| 1 898 276,00 € | Sans | 2 750 000,00 € |

Modalités de suivi de l'accord cadre

Le titulaire précise les coordonnées d'un interlocuteur unique et de son remplaçant, pour assurer l'interface avec lui-même et le titulaire, s'agissant notamment de l'ensemble des questions logistiques, administratives et/ou financières. Ces interlocuteurs sont réputés pouvoir engager le titulaire et disposent à cet effet du pouvoir décisionnaire.

En cas de remplacement, le titulaire notifie immédiatement au pouvoir adjudicateur les coordonnées du nouvel interlocuteur et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra également attribuer un accord-cadre pour la réalisation de prestations similaires, passés en application de la procédure sans publicité ni mise en concurrence de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de l'accord-cadre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser quatre ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Les annexes financières à l'acte d'engagement (AE) : le bordereau des prix unitaires (BPU) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre à chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier Des Clauses Techniques Particulières (CCTP), commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe 1 : Présentation de l'outil Oodrive
 - Annexes de reprise du personnel
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commandes émis dans le cadre de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du titulaire.

Ces documents pourront être modifiés par voie d'avenants, chaque avenant ayant un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'accord-cadre avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP.

Toutes conditions générales de vente du titulaire contraires au présent document sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

3 – Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement deux fois, pour une durée d'une (1) année supplémentaire pour chaque reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ces reconductions. La reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

Le titulaire est tenu au respect des délais d'exécution des prestations spécifiés dans les Documents Contractuels, le non-respect de ces délais pouvant le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés au présent CCAP.

4 – Délais d'exécution

4.1 – Délais de base

Pour la partie forfaitaire, les délais sont les suivants :

- Période de préparation : à compter de la notification de l'attribution du marché jusqu'à la date de fin du marché actuel ;
- Période de réalisation des prestations : à partir de la date de fin de la période de préparation

Un bon de commande/ordre de service pourra venir préciser les différentes périodes (notamment en cas de glissement de calendrier

Les autres délais sont fixés dans le CCTP et dans l'offre technique du titulaire ou, à défaut, dans chaque bon de commande pour la partie à bons de commande.

Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités conformément au présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable au pouvoir adjudicateur.

4.2 - Prolongement des délais

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG FCS., une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait du pouvoir adjudicateur ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application de l'accord-cadre, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit formuler, dans le délai contractuel d'exécution du bon de commande au pouvoir adjudicateur une demande de prolongation du délai d'exécution dans laquelle :

- Il doit signaler les causes qui selon lui font obstacle à l'exécution de la prestation et qui échapperaient à sa responsabilité.
- Il doit indiquer la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Cette demande, peut-être adressée par téléphone pour plus de rapidité mais elle doit être impérativement confirmée par écrit sous peine d'irrecevabilité.

Le pouvoir adjudicateur notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

5 – Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées à la fois par un **prix forfaitaire** pour les prestations intégrées dans la DPGF et par des **prix unitaires** pour les prestations complémentaires contenues dans le BPU.

La répartition entre les prix unitaires et forfaitaires est précisée au CCTP.

De manière générale, **les prix des prestations comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment tous les frais de gestion, de main-d'œuvre, toutes les fournitures, carburant, les frais de réalisation des livrables prévus dans le CCTP (notamment les livrables dus au titre des obligations de reporting, traçabilité, sécurité, qualité, RSE), les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du titulaire, tous droits ou taxes pouvant frapper les fournitures et les prestations, ainsi que tous frais généraux et le bénéfice du titulaire.**

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ou le mois de remise de la dernière offre en cas de négociations ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont fermes la première année.

Les prix sont révisables annuellement, au jour du mois de notification du marché, sur demande écrite préalable du titulaire ou à l'initiative du pouvoir adjudicateur, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

| |
|----------------------------------|
| $Cn = 15,00\% + 85,00\% (In/Io)$ |
|----------------------------------|

dans laquelle :

- Cn désigne le coefficient de révision.
- Io désigne la valeur de l'index de référence au mois zéro.
- In désigne la valeur de l'index de référence au « mois n », à savoir le mois précédent celui au cours duquel commence la période de validité des prix révisés.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

Index de référence par lot :

| | |
|---------------|---|
| Tous les lots | L'indice de référence I, est l'index CPF 80.10 (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Services de sécurité privée – Base 2021 – Identifiant 010766602) publié à l'INSEE |
|---------------|---|

Lorsque In n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de In et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle In est publié.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

Le titulaire est dans l'obligation de faire parvenir sa proposition de révision de prix au pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la date anniversaire du marché. A ce titre, il joindra obligatoirement à sa proposition les éléments suivants :

- Les indices pris pour l'application de la formule de révision,
- Le détail du calcul de la révision de prix,
- La nouvelle annexe financière résultant de l'application de la formule de révision de prix (le Bordereau des prix unitaires – BPU).

Les anciens prix s'appliqueront si ces conditions ne sont pas respectées.

Le pouvoir adjudicateur se prononce dans un délai d'un mois suivant la réception de la proposition de révision de prix. Dans le silence de l'administration, la révision est réputée acceptée.

5.3 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une clause de sauvegarde : si l'augmentation de prix est supérieure à 6% par an, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra résilier sans indemnité la partie du marché restant à exécuter.

6 – Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 – Avance

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG FCS.

L'avance peut s'appliquer sur le montant forfaitaire du marché et/ou si les conditions sont réunies sur les bons de commande.

Une avance est accordée lorsque le montant forfaitaire ou pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante mille euros hors taxe (50.000 € HT) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant forfaitaire du marché ou du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois ; si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8 – Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Conformément à l'article R 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG FCS, le montant de chacun d'eux est déterminé par le pouvoir adjudicateur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

8.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal (RIB, IBAN) ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Libellé de facturation :

Caisse des Dépôts et Consignations

Facturation électronique :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par courrier postal seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1^{er} janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provigis lors de l'attribution du marché.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement. En cas de relance ou de demande de relevé, adresser votre requête à l'adresse suivante : DEOFF2-relances@caissedesdepots.fr

Le mode opératoire est précisé ci-dessous :

PORTAIL SY – MODE OPERATOIRE

Comment accéder au service en ligne ?

- **Si vous êtes déjà utilisateurs du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous en êtes informé dans votre espace fournisseur. Vos identifiants actuels sont immédiatement utilisables.
- **Si vous êtes nouvel utilisateur du service SY**
A l'activation du service par la Caisse des Dépôts, vous recevrez par messagerie vos identifiants de connexion. Vous pourrez administrer les droits d'autres utilisateurs, configurer votre compte utilisateur et déposer vos factures.

Comment utiliser la plateforme SY ?

Pour envoyer vos factures, vous disposez de **3** possibilités adaptées à vos besoins



Les informations à mentionner sur vos factures

- Une facture comporte un numéro unique de commande, obligatoire dans tous les cas ;
- Mentionnez votre compte bancaire sur la facture au format IBAN ;
- Veillez à mentionner le/les taux de TVA correspondant à votre situation et aux prestations fournies à la Caisse des Dépôts.
- Indiquez toujours une référence de facture et une référence de bon de commande sur les avoirs ;

Les règles à suivre pour transmettre vos factures

- Une commande peut faire l'objet d'un seul acompte sous réserve d'accord par la direction acheteuse
- Transmettez un PDF natif qui ne soit pas une image ou un scan ;
- Utilisez des mots clés explicites pour désigner le numéro de commande CAISSE DES DÉPÔTS (par exemple *commande CAISSE DES DÉPÔTS* : ou *votre référence* : ou *AFP* et également pour désigner vos coordonnées bancaires (par exemple *IBAN* :)

- Utilisez la messagerie collaborative intégrée pour échanger avec le service facturation fournisseurs de la Caisse des Dépôts
- Recommandation si vous intervenez en tant que sous-traitant : demandez au titulaire du marché de signer électroniquement vos factures avant transmission sur le portail

Comment valider vos factures ?

- Lorsque vous envoyez/téléchargez vos factures au format PDF, celles-ci bénéficient d'une lecture automatisée. Il vous appartient ensuite de valider et signer électroniquement en ligne vos factures avant intégration par la Caisse des Dépôts.

Vous avez besoin d'assistance ?

- Consultez [l'aide en ligne](#) du Portail SY
- Votre question n'a pas trouvé de réponse et vous devez nous joindre, contactez : Assistance-SY@caissedesdepots.fr

Le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants admis au paiement direct) veille à respecter cette obligation à compter de la date qui lui est applicable selon les dispositions de cette ordonnance.

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG FCS.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier toute demande de paiement qui comporterait des erreurs ou serait incomplète. Dans ce cas, il notifie au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur ou toute autre personne habilitée par l'accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le(s) titulaire(s) ont droit, sans qu'il(s) ai(en)t à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique.

8.4 – Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du Groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 – Conditions d'exécution des prestations

9.1 – Obligations du titulaire

Les présentes dispositions complètent celles du CCTP.

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir au pouvoir adjudicateur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'accord-cadre, le titulaire est tenu d'une obligation de résultat quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'indisponibilité temporaire ou permanente du responsable, ou d'un membre de l'équipe dédiée, le titulaire s'engage à transmettre le nom du remplaçant au pouvoir adjudicateur sous un délai de cinq (5) jours calendaires. Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement pour assurer la continuité de la mission dans les mêmes conditions de délai et de qualité.

Le titulaire affecte à l'exécution du marché, des intervenants en nombre suffisant et pourvus du niveau de qualification, d'expérience et de toutes les habilitations et autorisations nécessaires pour réaliser les prestations du marché, tant dans le domaine technique que fonctionnel, nécessaire, en fonction de la nature des prestations, à la bonne réalisation de celles-ci. Le titulaire s'engage en outre à ce que ses équipes soient stables pendant la durée des prestations.

Cet engagement du titulaire sur la compétence, et le nombre des intervenants ainsi que sur la stabilité des équipes est une obligation essentielle du marché sans laquelle le pouvoir adjudicateur n'aurait pas contracté.

Dans l'hypothèse où l'un des intervenants du titulaire serait indisponible, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires, après en avoir avisé par écrit et dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur, pour assurer la continuité des prestations, dans les mêmes conditions de qualité et de délai, en affectant au poste concerné un nouvel intervenant ayant un niveau de qualification et d'expérience au moins équivalent au précédent.

Plus généralement, le titulaire prend les mesures nécessaires pour minimiser l'impact de tout départ et notamment pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien les délais de réalisation des prestations ni la qualité des prestations dans les conditions mentionnées au CCTP.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations telles que décrites dans les documents contractuels faisant suite à un changement d'intervenant constituera un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité et l'application de pénalités.

Les intervenants du titulaire devront participer sur invitation du pouvoir adjudicateur à des réunions de travail concernant les prestations du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger à tout moment le remplacement de toutes personnes participant à l'exécution des prestations, pour motifs légitimes. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec son personnel qui trouveraient leur source dans la décision de remplacement.

Il sera alors transféré au remplaçant la connaissance des informations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire se porte garant du respect de ces dispositions par son personnel et par ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire est seul responsable de l'organisation de son personnel affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

Formation du personnel

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé de réaliser les prestations.

Autres obligations particulières du titulaire

Le titulaire organise et exécute sa mission à ses frais, risques et périls, toutefois le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interrompre aux torts du titulaire une prestation exécutée dans des conditions contraires aux règles de sécurité ou qui enfreindraient la législation.

Le titulaire est garant de la bonne exécution des prestations et notamment du comportement de son personnel et leur assiduité dans le cadre de leurs missions.

En aucun cas le titulaire ne pourra engager une dépense quelconque ou contracter avec un tiers au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur.

9.2 – Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations dans les conditions mentionnées au CCTP.

9.3 – Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations, données et documents, de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du marché.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration du marché pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières du marché :

Le titulaire ne gardera aucune copie des documents préparés à l'occasion des prestations, ni de toute application, ni de tout fichier de sauvegarde, intermédiaires ou non, et les détruira en fin du marché, sous réserve d'une seule copie d'archive, uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires, et conservée dans des conditions strictes de confidentialité.

Le titulaire sera relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation a été autorisée par écrit par le pouvoir adjudicateur ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer.

Le titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par chacun de ses employés, ses filiales ou sous-traitants éventuels, ou tout autre cocontractant ayant participé à l'exécution des prestations, ou concouru à la réalisation des livrables et des documents de travail (tant internes qu'externes), relatifs à l'exécution du marché, et tant en ce qui concerne l'existence même du présent marché que les objectifs poursuivis par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à ne pas utiliser ou faire référence aux dénominations du pouvoir adjudicateur ni aux signes distinctifs protégés comme tels auxquels il aurait accès pendant l'exécution des prestations sauf accord exprès.

9.4 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire informera régulièrement le représentant du pouvoir adjudicateur de l'avancement de la réalisation des prestations.

Le titulaire est tenu, à l'égard du pouvoir adjudicateur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances du pouvoir adjudicateur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité du pouvoir adjudicateur.

A ce titre, le titulaire s'engage :

- A alerter le pouvoir adjudicateur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par le pouvoir adjudicateur, dont le titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre ;
- A contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par le pouvoir adjudicateur ou une personne désignée par le pouvoir adjudicateur afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde le pouvoir adjudicateur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- A faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande du pouvoir adjudicateur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- A ne soumettre au pouvoir adjudicateur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à fournir au titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent marché. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour le pouvoir adjudicateur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

9.5 – Force majeure

Les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu du marché, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due, en cas de force majeure.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter ses obligations contractuelles, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution du marché est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, cette disposition étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt à l'une ou l'autre des parties.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

9.6 – Recours par le titulaire à des tiers pour l'exécution

Le titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants au sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance désormais codifiée au code de la commande publique, pour l'exécution de parties de l'accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé le pouvoir adjudicateur, et, lorsque les tiers auquel le titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le titulaire reste seul et unique responsable à l'égard du pouvoir adjudicateur de l'exécution de l'accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée au pouvoir adjudicateur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (Formulaire Cerfa DC4).

Si le titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement au pouvoir adjudicateur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français. »

Le pouvoir adjudicateur se réserve un droit de regard sur les personnes employées pour ces prestations et sur leurs qualifications.

9.7 – Travail dissimulé

Le titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

9.8 – Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties pourraient avoir accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation des prestations.

À ce titre, chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données à caractère personnel, de la même façon que pour les données à caractère personnel qui relèvent de ses propres traitements. Le titulaire mettra en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, notamment dans le cadre de la transmission de données dans un réseau, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

Le titulaire s'engage à utiliser ces données uniquement sur instructions du pouvoir adjudicateur, uniquement dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, même à titre gratuit, pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur au titre du marché.

Dans le cadre des prestations, le titulaire s'engage à ne recueillir, à n'utiliser et à ne conserver que les données à caractère personnel strictement nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire s'engage à effacer les données à caractère personnel de tout support, y compris informatique, dès lors que le terme de conservation spécifié par le pouvoir adjudicateur est atteint.

Le titulaire ne peut sous-traiter, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés modifiée, tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union Européenne sans l'accord préalable, écrit et exprès du pouvoir adjudicateur, et sous réserve de la réglementation applicable aux prestations confiées au titulaire.

En outre, le titulaire s'engage, dans le cadre du présent marché, à ne pas transférer de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne, sans l'accord préalable, exprès et écrit du pouvoir adjudicateur.

Sans limiter la portée des obligations du titulaire au titre du présent marché, le titulaire doit s'assurer que lui-même, ses sous-traitants et ses employés s'obligent à :

- Notifier rapidement au pouvoir adjudicateur toute faille aux mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- Permettre au pouvoir adjudicateur d'accéder aux locaux et aux archives du titulaire et/ou des sous-traitants éventuels dans le but d'inspecter, tester et contrôler les mesures de sécurité technique et organisationnelle mises en place par le titulaire ou les sous-traitants éventuels, et mettre en œuvre toutes les instructions du pouvoir adjudicateur telles que notifiées au titulaire qui ont pour but de veiller à la conformité des mesures de sécurité technique et organisationnelle avec les lois de protection des données à caractère personnel.

Le pouvoir adjudicateur peut, à intervalles réguliers ou à tout moment si le titulaire, l'un de ses employés ou l'un de ses sous-traitants est suspecté de ne pas avoir traité les données à caractère personnel conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur notamment au regard de l'adoption du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, demander une description écrite détaillant les mesures de sécurité techniques et organisationnelles utilisées par le titulaire et/ou ses sous-traitants pour le traitement des données à caractère personnel. Dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette demande, le titulaire doit fournir un rapport écrit contenant les informations demandées, dont le contenu soit suffisamment détaillé pour permettre au pouvoir adjudicateur de déterminer si le traitement est conforme aux lois de protection des données personnelles.

Au cas où une personne adresserait une plainte ou une demande d'accès à ses données à caractère personnel au titulaire, le titulaire doit :

- immédiatement notifier le pouvoir adjudicateur par écrit et fournir les détails de la plainte ou demande, décrire les circonstances dans lesquelles la plainte ou la demande est intervenue et expliquer les réponses proposées par le titulaire ;
- fournir les informations pertinentes pour répondre à cette plainte ou à cette demande dans un délai raisonnable et conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur.

9.9 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les prestations complémentaires sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur émettra les bons de commande en fonction de ses besoins.

Les mentions a minima devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les lieux de réalisation des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Les bons de commande pourront être notifiés au titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par le pouvoir adjudicateur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Sauf stipulation différente des documents de l'accord-cadre, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de notification de ce bon de commande au titulaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire. Le pouvoir adjudicateur a la possibilité de notifier des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

9.10 – Clause environnementale

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire veille également à respecter et préserver le bien-être de ses salariés et met tout en œuvre pour réduire la pénibilité de leur travail.

De plus, il respecte les prescriptions en matière environnementales et sociales inscrites au CCTP.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental suivants :

- Tous les documents livrables éventuels devront être mis à disposition au format dématérialisé (format .xls, .pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent) ;
- Les véhicules utilisés dans le cadre des prestations devront être le plus respectueux possible de l'environnement. Le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermique) conformes aux normes en vigueur.

A défaut, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions des normes :

- Pour les véhicules voitures et utilitaires légers : EURO 5 ;
- Pour les véhicules lourds : EURO VI ;
- Pour les véhicules deux roues : Euro 4.

Dans le cas de recours à une prestation externe de livraison ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander en cours d'exécution du marché une copie des cartes grises des véhicules utilisés et d'effectuer des contrôles aléatoires lors de la présence des véhicules sur l'un des sites d'exécution de la prestation objet du marché.

- Les équipements de gardiennage et de télésurveillance utilisés doivent présenter une efficacité énergétique de classe A ou supérieure.

9.11 – Conformité règlementaire

Pour les prestations à bons de commande, conformément à la Circulaire interministérielle NOR : SOCL0510447C DILTI du 31 décembre 2005 relative à la solidarité financière des donneurs d'ordre en matière de travail dissimulé – Bulletin Officiel du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, 30 mars 2006 – le titulaire doit fournir, avant l'affectation de tout personnel, à la CDC :

- DPAE pour chaque agent ;
- Copie la carte professionnelle de chaque agent ;
- Extrait Kbis du registre du commerce ;
- Agrément CNAPS pour la société, et le dirigeant ;
- Justificatifs des formations des agents en rapport des prestations demandées ;
- Justificatif de l'assurance responsabilité civile en cours de validité ;
- Justification que le titulaire est à jour du paiement de ses impôts taxes et charges sociales.

En cas de commande par la CDC de prestations d'agents cynophiles, le titulaire doit fournir à la CDC les documents suivants :

- Certificat de propriété de l'animal ;
- Certificat de vaccination de l'animal ;
- Planification et programme continu de formation des équipes cynotechniques ;
- Aptitude technique et caractérielle des chiens à l'activité mentionnée.

10 – Constatation de l'exécution des prestations

Des vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG FCS dans un délai de 30 jours à compter de la date la dernière intervention du titulaire soit dans le cadre de ses prestations forfaitaires soit dans le cadre des prestations complémentaires issues du BPU.

Le point de départ du délai est la date de réalisation de la dernière prestation prévue soit dans le cadre du forfait soit dans le cadre des prestations exceptionnelles.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS. Par dérogation à l'article 27.3. du CCAG FCS, l'information du titulaire et sa présence aux opérations de vérification ne sont pas nécessaires.

11 – Responsabilités

Le titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

D'un commun accord, les parties conviennent que la responsabilité du titulaire pourra être engagée pour les conséquences des dommages directs causés au pouvoir adjudicateur du fait d'un manquement quelconque

du titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée du pouvoir adjudicateur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données du pouvoir adjudicateur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Les parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

Le titulaire sera responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

12 – Pénalités

12.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Sauf stipulation contraire, les pénalités prévues au présent article sont appliquées dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, toute pénalité de retard commence à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, au moment où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sauf prolongation du délai d'exécution accordée par le pouvoir adjudicateur conformément aux stipulations contractuelles (article 13.3 du CCAG FCS), force majeure ou en application de l'article 21.5 du CCAG FCS.

Les pénalités peuvent être cumulées. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rectifier les factures du titulaire pour y intégrer les pénalités applicables.

La non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation du pouvoir adjudicateur à appliquer les pénalités.

Nonobstant l'application des pénalités, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

12.2 – Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le cumul de toutes les pénalités confondues ne pourra pas excéder 20 000 € HT pour toute la durée du marché (reconductions comprises).

Dans le cas contraire, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 17 du présent marché.

12.3 – Pénalités pour retard et non-respect des prescriptions du marché

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, dans le cas où le pouvoir adjudicateur constaterait des retards pouvant remettre en cause la bonne exécution du marché ; et que ces retards sont dus à une insuffisance de moyens ou carence des équipes du titulaire, des pénalités de retard seront appliquées.

Le titulaire encourt également des pénalités lorsqu'il ne respecte pas les prescriptions du CCTP.

Le pouvoir adjudicateur retiendra sur ses paiements au titulaire les pénalités dues.

| Manquement | Montant de la pénalité (€ HT) | Compléments |
|--|---|--|
| Retard d'un agent à la prise de poste (dès la première minute de retard) sans remplacement | 50 € par tranche de 5 minutes de retard par agent sans remplacement | Aucune tolérance : ponctualité obligatoire . Appliquée dès le premier retard. Doublée en cas de récidive dans le même mois . En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Absence injustifiée d'un agent sur un poste sans remplacement | 1 000 € par constat d'absence par agent sans remplacement | L'absence est qualifiée à partir de 30 minutes de retard. En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Non-respect par un agent des consignes de sûreté et de sécurité (ex. : accès non contrôlé, procédure d'évacuation non respectée, consignes VIGIPRATE non appliquées, etc.) | 100 € par manquement et par agent 500 € par manquement d'une particulière gravité (mise en danger d'autrui) et par agent | En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Dépassement du délai d'intervention de levée de doute | 100 € par tranche de 5 minutes et par intervention | Au-delà de 15 minutes de retard, la levée de doute est considérée comme absente. |
| Absence de levée de doute ou levée de doute non-conforme | 1 000 € par manquement | |
| Non-exécution ou exécution partielle des rondes programmées | 500 € par ronde | Aucune tolérance. Doublée en cas de récidive dans le même mois. |
| Mauvaise gestion du contrôle d'accès (attribution erronée de badges, absence d'enregistrement des entrées/sorties, badge perdu ou volé par négligence de l'agent, etc.) | 150 € par erreur | En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Dépassement du délai de transmission d'un rapport à la suite d'une levée de doute | 200 € par constat + 50 € par jour calendaire de persistance de la situation | Tout livrable non-conforme aux prescriptions du CCTP est considéré comme non-transmis. |
| Dépassement du délai de transmission du PCA et du PCE | 100 € par constat + 50 € par jour calendaire de persistance de la situation | Tout livrable non-conforme aux prescriptions du CCTP est considéré comme non-transmis. |
| Dépassement du délai de transmission de tout autre livrable ou document | 50 € par jour calendaire de retard et par livrable | Tout livrable non-conforme aux prescriptions du CCTP est considéré comme non-transmis. Doublée en cas de récidive sur un livrable identique dans la même année civile. |
| Non-respect du plan de formation continue | 200 € par constat | |
| Présence d'un agent non habilité (carte professionnelle, agrément CNAPS, SSIAP, formation à la sûreté, etc.) | 2 000 € par agent en infraction | Interdiction immédiate de poste pour l'agent en question. Au bout de 5 manquements sur toute la durée du marché (4 ans), le titulaire s'expose à la résiliation du marché dans les conditions de l'article 17 du présent CCAP. |

| | | |
|--|--|---|
| | | Tolérance : retard de moins de 1 mois sur un recyclage SSIAP et un an pour les agents ayant fait l'objet de la reprise de personnel comme explicité dans le CCTP |
| Non-respect par un agent de la tenue réglementaire ou de la présentation exigée (manque d'équipements, non-prise en compte de la morphologie, de la météo, tenue sale ou négligée, etc.) | 200 € par constat et par agent | Aucune tolérance : tenue exemplaire en toutes circonstances exigée. Appliquée dès la première effraction. En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Comportement non-conforme d'un agent (impolitesse, attitude inadaptée, comportement agressif ou inapproprié) | 500 € par constat et par agent 1 000 € par manquement d'une particulière gravité (mise en danger d'autrui, atteinte à l'image de la CDC) et par agent | Aucune tolérance : comportement exemplaire en toutes circonstances exigé. Appliquée dès la première effraction. En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Dysfonctionnement des moyens matériels fournis par le titulaire sans action corrective dans le délai de 48h00 ouvrées. | 50 € par constat et par matériel + 20 € par jour calendaire de persistance de la situation | Le titulaire est responsable de la maintenance et de la disponibilité des équipements. |
| Non-respect de la Charte de sécurité des systèmes d'informations de la CDC, et de manière générale, utilisation abusive ou détournée des moyens informatiques de la CDC mis à disposition pour l'exécution des prestations | 200 € par constat et par agent | En cas de récidive d'un agent, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Non-signalement du vol, de la perte ou de la dégradation d'un moyen d'accès | 50 € par jour calendaire et par moyen d'accès | Le remplacement des moyens d'accès est à la charge du titulaire |
| Non-réalisation des contrôles aléatoires de prestation ou réalisation insuffisante de contrôles aléatoires | 500 € HT | Pour le lot 1 : 10 agents contrôlés par mois et par lot minimum Pour les lots 2 et 3 : 5 contrôles par mois et par lot minimum |
| Indisponibilité de l'interlocuteur privilégié (ou de son remplaçant) à la demande de la CDC | 500 € par constat | Disponibilité obligatoire 24/7. En cas de récidive de l'interlocuteur privilégié, son remplacement pourra être exigé par la CDC sans possibilité pour le titulaire de s'y opposer. |
| Absence de représentant décisionnaire du titulaire à une réunion obligatoire ou retard supérieur à 30 minutes | 1000 € par constat | |
| Non-respect du planning d'affectation des agents | 1 000 € par constat | |
| Non-respect de la politique incitative en faveur du superviseur décrite par le titulaire dans son offre (lots 2 et 3) | 200 € par constat et 20 € par jour calendaire de persistance de la situation | |

| | | |
|---|---|--|
| Non-respect des engagements RSE du marché (ex. : non-respect du temps de pause des agents, conditions de travail non conformes, non-application des règles d'égalité et de diversité) | 500 € par constat | Les engagements pris par le titulaire dans son offre technique doivent être respectés. |
| Non-application des mesures correctives demandées après un audit de prestation. | 1 000 € par mesure non-appliquée dans le délai imparti. | |
| Non-respect de tout autre mention du CCTP que celles qui ont pu être mentionnées ci-dessus | 50 € par constat et 30 € par jour calendaire de persistance de la situation | |

En cas de retards consécutifs ou de dysfonctionnement répété dans l'exécution des prestations, la Caisse Des Dépôts, se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire et de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer l'exécution des opérations en cours jusqu'à leur achèvement, et ce aux frais et risques du titulaire retenu sauf cas de force majeure.

12.4 – Pénalité pour travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC du dernier bon de commande attribué au titulaire concerné et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5, soit 225.000 euros ou 375.000 euros en cas d'emploi d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

13 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution du marché avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés au pouvoir adjudicateur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du titulaire, ni être considérés comme un accord du pouvoir adjudicateur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CAISSE DES DÉPÔTS pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à en informer le pouvoir adjudicateur, à la même adresse, dans un délai d'un (1) mois. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

14 – Clause de réexamen

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, les évolutions des prestations liées à l'application d'actions correctives prises dans le cadre du suivi d'exécution du marché feront l'objet d'un avenant au marché.

Les évolutions concerneront notamment :

- L'adresse et le lieu de réalisation de la prestation ;
- La configuration du lieu de réalisation de la prestation ;
- La modification du besoin en termes de nombre et de compétences des agents ;
- La modification d'organisation du titulaire pour répondre aux nouvelles contraintes ;
- La nature du prix (forfaitaire ou unitaire) et son montant (à la baisse) ;
- L'insertion de nouvelles prestations ;
- Le prolongement du terme du marché dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement du marché ;
- Les modalités de reporting, de pilotage et de suivi de la prestation.

Sont notamment intégrés dans l'application de cette clauses les modifications de la prestations induits par le changement d'établissement du lot n°1 tel que précisé dans le CCTP.

Sont également intégrées les modifications de planning induites par la fermeture temporaire de certains bâtiments (période de vacances scolaires, événements aux abords des bâtiments...) dans les conditions mentionnées au CCTP. Ces fermetures n'affectent que les agents de sûreté et sont comprises entre 5 jours et deux mois consécutifs au maximum.

Ces modifications, quelles que soient leur ampleur, et dès lors qu'elles sont liées à l'application du plan de progrès, sont réputées être prévues conformément à l'article L2194-1 1° du Code de la commande publique.

15 – Clause de non-exclusivité

En cas d'impossibilité pour le titulaire de fournir ses prestations, pour quelque raison que ce soit, il mettra en place les mesures nécessaires afin d'assurer une continuité de service.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter la prestation souhaitée dans le délai imparti, la CDC se réserve la possibilité de solliciter un autre titulaire hors marché.

Dans ce cas, la CDC peut recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence, prévu par les articles R.2122-1 à R.2122-11 du Code de la commande publique, dans la limite de 10% du montant maximum du marché.

16 – Résiliation du marché

16.1 – Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, l'accord-cadre sera résilié aux torts du titulaire.

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre sont les suivantes :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire - selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

Outre les cas visés à l'article 41 du CCAG FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire :

- en cas d'atteinte du plafond de pénalité suivant : 20 000 € HT toutes pénalités confondues. Ce plafond, n'interdit pas de résilier le marché selon les dispositions de l'article 41.1 c) du CCAG FCS même si celui-ci n'est pas atteint ;
- dans les cas cités à l'article 12.3 du présent CCAP (pénalités) ;
- en cas de décision de rejet des prestations prise par le pouvoir adjudicateur ;
- en cas de non-respect par le titulaire de l'obligation de communication de documents.

Dans ces trois cas, la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire correspondant à 3% du montant initial hors TVA cumulé des bons de commande émis en exécution de l'accord-cadre diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CAISSE DES DÉPOTS est le : FR 77 180 020 026.

18 – Clauses complémentaires

18.1 – Information du titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

Le pouvoir adjudicateur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujettie aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le titulaire de l'accord-cadre est informé que le pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumise à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, le pouvoir adjudicateur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

18.2 – Régularité administrative du titulaire

Les documents à produire par le titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CAISSE DES DÉPÔTS pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le titulaire de l'accord-cadre produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2° du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une

déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

18.3 – Changement de circonstances

Il est convenu que, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire fera son affaire à ses frais de tout changement des dispositions législatives ou réglementaires ou des normes de place qui pourrait entraîner une évolution des conditions techniques d'exécution des prestations ou des services.

Toutefois, dans l'hypothèse où de la législation ou de la réglementation applicable aux activités objet de l'accord-cadre aurait pour effet, en raison de sa nature ou de son étendue, de bouleverser significativement et sur une durée conséquente l'équilibre économique du marché, les parties conviennent de se rencontrer, à l'initiative de la plus diligente d'entre elles, afin d'examiner de bonne foi les modifications qui peuvent être apportées aux prix pratiqués par le titulaire, sans obligation pour le pouvoir adjudicateur d'accepter une quelconque révision des conditions de prix, et ceci sans préjudice de l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de poursuivre l'exécution de ses obligations au titre de l'accord-cadre dans l'attente d'un éventuel accord des parties sur les mesures susceptibles d'être adoptées.

18.4 – Information du titulaire sur le dispositif de déontologie du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du titulaire. À titre informatif, le titulaire peut communiquer au pouvoir adjudicateur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents du pouvoir adjudicateur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les titulaires et intérimaires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CAISSE DES DÉPOTS. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du titulaire.

18.5 – Information du titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

Le pouvoir adjudicateur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du Marché, il est attendu du titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

19 – Dérogations au CCAG FCS

Les dérogations aux CCAG-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

- L'article 2 déroge aux articles 4.1 du CCAG FCS
- L'article 4.2 déroge à l'article 13.3 du CCAG FCS
- L'article 10 déroge à l'article 27.3 du CCAG FCS
- Les articles 12.1, 12.2 et 12.3 dérogent à l'article 14.1 du CCAG FCS
- L'article 16.1 déroge à l'article 42 du CCAG FCS